

PERSPECTIVES

AVRIL 2026

Chaque mois, nos experts décryptent les tendances qui façonnent l'univers financier. Découvrez des analyses et des réflexions nuancées pour guider vos décisions en matière de gestion de patrimoine. Forgées par l'expérience et propulsées par l'innovation, nos perspectives vous accompagnent dans la construction d'un héritage financier durable.



L'INCERTITUDE GÉOPOLITIQUE, NOUVEAU FACTEUR DE RISQUE DOMINANT

À la fin de 2025, les conditions semblaient réunies pour une année 2026 plus sereine : les perspectives de croissance avaient été révisées à la hausse, l'inflation semblait maîtrisée et les politiques monétaires s'étaient assouplies. Ce contexte favorable a été brusquement compromis. En quelques jours seulement en mars, l'escalade militaire du conflit au Moyen-Orient a reconfiguré le paysage de risque à l'échelle mondiale.

Contrairement aux épisodes de tension antérieurs, cette intervention s'inscrit dans une logique de confrontation directe et élargit considérablement l'éventail des scénarios possibles.

La fermeture du détroit d'Ormuz : un choc au cœur des chaînes d'approvisionnement

L'impact le plus immédiat du conflit s'est fait sentir sur le transport des ressources énergétiques. Ce couloir stratégique, par lequel transite habituellement près de 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié, a été presque complètement perturbé par l'usage de mines navales et de drones. La réaction sur les marchés des matières premières a été brutale : le Brent a franchi les 100 \$ US le baril avant de s'approcher temporairement de 120 \$.

L'intervention coordonnée des autorités internationales, incluant des libérations massives de réserves stratégiques, n'a que partiellement compensé la perte d'approvisionnement en provenance des pays du Golfe.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis disposent toujours d'itinéraires alternatifs par pipeline, et des acheteurs importants, comme la Chine et l'Inde ont su tirer parti de brèches dans l'application des mesures. Néanmoins, même une perturbation partielle se traduit par une réduction de la production disponible et par une prime de risque géopolitique non négligeable intégrée aux prix.

Au-delà de l'énergie, le conflit a mis en lumière des vulnérabilités importantes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. La région est un acteur clé dans la production d'intrants essentiels (engrais, hélium, aluminium, azote) dont la perturbation se répercute rapidement sur des secteurs aussi différents que l'agriculture, les semi-conducteurs et l'aérospatiale. Ces matières premières ne font pas toujours les manchettes, mais leur rôle dans les chaînes de production est déterminant.

Un choc exogène sur une dynamique encore fragile

La guerre en Iran est venue saborder une dynamique macroéconomique qui, dans plusieurs régions du monde, évoluait enfin dans la bonne direction à la fin 2025.

D'un point de vue économique, ce type de conflit correspond à la définition même d'un choc négatif de l'offre : la hausse des prix de l'énergie augmente les coûts de transport et de production, érode le pouvoir d'achat des ménages et fait grimper l'inflation globale. Les dernières données sur l'inflation au Canada démontrent bien cette thématique alors que l'inflation globale s'est accélérée à 2,4 % sur 12 mois. Cette hausse est d'ailleurs attribuable à un bond des prix de l'essence de 21,2 % en variation mensuelle, soit la plus forte augmentation jamais enregistrée. Soulignons toutefois une différence importante avec le choc de 2022 : dans le contexte actuel, la hausse des prix de l'énergie agit davantage comme un frein au revenu réel que comme un moteur d'inflation incontrôlée. Les économies avancées sont aujourd'hui moins dépendantes du pétrole qu'elles ne l'étaient, les gains en efficacité énergétique et la transition vers le secteur des services ayant réduit la sensibilité globale aux chocs pétroliers.

L'histoire invite néanmoins à la prudence. Les chocs prolongés ont systématiquement précédé des ralentissements économiques significatifs.

C'est la durée du conflit qui sera déterminante : un épisode bref limiterait les perturbations d'approvisionnement et l'effet prix s'estomperait en quelques mois. Un enlèvement, à l'image des conflits russo-ukrainien ou américano-irakien, produirait des conséquences beaucoup plus difficiles à anticiper.

Des marchés qui ont bien résisté, pour l'instant

Malgré la violence du choc initial, la décote globale des marchés est demeurée relativement modeste compte tenu des risques présents. Les valorisations restent élevées dans la plupart des régions, ce qui laisse encore une marge d'ajustement si le conflit devait s'intensifier ou se prolonger. D'ailleurs, l'indice S&P 500 a atteint de nouveaux records au cours des derniers jours. À surveiller particulièrement : les secteurs habituellement plus sensibles aux chocs pétroliers — consommation discrétionnaire, produits industriels — ont jusqu'ici fait preuve d'une résilience relative, alors que les matériaux et la technologie ont subi des compressions de multiples plus marquées. Si le prix du pétrole se maintient à des niveaux élevés, cette dynamique pourrait s'inverser.

Notre positionnement : une prudence qui précédait le conflit

Dans ce contexte, nous maintenons un positionnement défensif dans la répartition de nos actifs. Il importe de souligner que cette prudence n'est pas une réaction au conflit : bien avant l'escalade, nous avons déjà surpondéré légèrement les actifs alternatifs et les titres à revenu fixe par rapport à nos cibles, en prévision d'un environnement où les risques l'emporteraient sur les occasions à court terme. Cette approche s'est avérée judicieuse et nous la maintenons.

Nous continuons de favoriser les entreprises aux fondamentaux solides et génératrices de revenus récurrents, capables de traverser différentes phases de marché. Le marché canadien, en raison de son exposition naturelle au secteur de l'énergie et des ressources, présente une résilience relative dans ce contexte particulier.

Ce qu'il faut retenir

L'incertitude géopolitique est rarement linéaire et le conflit actuel ne fait pas exception. Pour les investisseurs, quelques repères s'imposent.

La durée du conflit demeure le facteur déterminant. Un épisode bref, avec rétablissement graduel du transit pétrolier, limiterait les répercussions macroéconomiques à quelques trimestres.

Un enlèvement prolongé, en revanche, amplifierait les effets de second tour : transmission aux prix alimentaires, révision à la baisse des bénéfices des entreprises, et possibilité de hausses de taux dans un contexte où l'assouplissement monétaire était encore attendu.

L'histoire des chocs pétroliers enseigne aussi la prudence face aux comparaisons hâtives. Les économies avancées sont aujourd'hui moins dépendantes du pétrole qu'elles ne l'étaient dans les années 1970 ou 1990, ce qui atténue — sans l'éliminer — la sensibilité aux perturbations d'approvisionnement. La référence à 2022 est éclairante : un choc énergétique majeur n'a pas empêché les marchés de se redresser, pour peu que les banques centrales gardent leur crédibilité.

Enfin, dans ce type d'environnement, la qualité des fondamentaux reprend ses droits. Les entreprises dont les flux de trésorerie sont prévisibles, dont l'endettement est maîtrisé et dont le modèle d'affaires résiste aux cycles économiques tendent à mieux traverser les périodes de volatilité géopolitique, et à offrir les meilleures occasions d'entrée pour les investisseurs patients.



Bobby Bureau, MBA, CIM®

Gestionnaire principal, Revenu fixe
Gestionnaire de portefeuille